

COMMUNE DE  
BRIDES-LES-BAINS  
(SAVOIE)

N°	18	07	08
----	----	----	----

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil dix-huit, le 20 août à 20 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Guillaume BRILAND, Maire.

### Etaient présents (4) :

Monsieur Guillaume BRILAND, Maire.  
Monsieur BOUCHEND'HOMME Philippe, Madame DESSEUX Karine, Adjoint et Adjointe.  
Madame CHEDAL-MATER Noëlle, conseillère municipale.

### Absente représentée (1) :

Madame CHEDAL Carole, conseillère municipale par Madame CHEDAL-MATER Noëlle, conseillère municipale.

### Absent(e)s (9) :

Mesdames BOIX-VIVES Anne-Laure, DJIAN Mary-Anne, GODOT Valérie, RUSSO Magali, SHELLEY Peggy et TARPIN-LYONNET Charlène, conseillères municipales.  
Messieurs CHEDAL-ANGLAY Christian, DHIRSON Franck MURAZ Jean-Marc.

Le quorum requis n'est pas atteint. Cependant, l'article L. 2121-17 du CGCT stipule que « si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum ». La convocation du 16 août pour la séance du 20 août faisant suite à la convocation du 09 août pour la séance du 13 août lors de laquelle il n'y a pas eu le quorum, l'article L 2121-17 du CGCT est respecté et le vote se déroule à la majorité.

~~~~~

Monsieur Philippe BOUCHEND'HOMME a été élu  
Secrétaire de séance.

(Art. L .2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales).

## **N°8 - PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Vu le code de l'urbanisme et spécifiquement son article L123-13-3 qui stipule que c'est le Maire qui est à l'initiative de la procédure de modification simplifiée du PLU

Après quelques mois de mise en application du PLU, plusieurs points à compléter et modifier ont été relevés dans les documents composant celui-ci lors de l'instruction de dossiers d'autorisations d'urbanisme (PC, DP etc...) en lien avec le service instructeur de la DDT, comme cela fut notamment évoqué lors de la commission urbanisme du 23 mai 2018 :

- Le terme « maison de vigne » est utilisé dans le règlement pour les zones Agricole et Naturelle. Plus précisément à l'article A2 et N2 : « la réfection/l'entretien des maisons de vigne dans leur volume, sans changement de destination », Ce terme de maison de vigne n'a pas été défini et ces constructions n'ont pas été localisées sur le plan de zonage. Seules les constructions isolées à vocation d'habitat en secteur A et N ont été localisées : *Définir précisément le terme et localiser les maisons de vigne*

- Le règlement spécifie aux articles U6 « Les aires de collecte des ordures ménagères devront être prévues à proximité de la voie publique », Or, un déploiement est en cours en 2018-2019 pour mettre en place l'apport volontaire sur l'ensemble de la commune. Plus aucun ramassage individuel sera réalisé, rendant donc obsolète ce point : *Modification du règlement pour l'adapter au nouveau mode de collecte*

- Règlement –Article 11 -Traitement des toitures pour les constructions des annexes et auvents, Le règlement ne précise pas l'orientation des pans. Apporter une plus grande précision à l'article : *Modification du règlement*

- Règlement des zones U –Article 11 –Clôture Les clôtures autorisées sont précisées mais il n'y a pas eu d'annexes pour montrer des modèles possibles. Or le POS avait ce type d'annexes très explicites pour les pétitionnaires : *Modification du règlement et ajout d'annexes*

- Règlement des zones U –Article 12 –Stationnement, L'article définit que pour « les gîtes et hôtel il est exigé à minima 1 emplacement pour 2 chambres ». Or le terme « chambre » n'a pas été défini et peut être source de confusion dans son interprétation : *Précision dans le lexique du règlement*

- Permis de démolir : Il n'a pas été réintroduit dans le règlement. Aujourd'hui un pétitionnaire peut engager des travaux de démolition sans autorisations. *Proposition de le réintroduire dans le règlement*

- Implantation des piscines : pas de définition précise dans le règlement : *A ajouter dans le règlement*

- Plan de zonage : des coquilles existent avec des représentations non répertoriées dans la légende : *Proposition de toilettage du plan de zonage*

- Emplacements réservés : Proposition de toilettage des ER

- Etudier l'opportunité de créer un périmètre d'application d'un droit de préemption urbain (DPU) renforcé sur un ou plusieurs secteurs de la commune, dans la mesure où celui-ci existait sur l'intégralité des zones urbaines et à urbaniser du POS.

- Etudier l'opportunité de créer un règlement local de publicité (RLP) et de la mise en place d'une taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)

- Etudier l'opportunité que la commune devienne porteuse d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), éventuellement à redéfinir parmi les OAP existantes, afin de répondre aux objectifs de développement de la population permanente à hauteur de +150 nouveaux habitants en 2030 (objectif fixé par le PADD) afin de retrouver une dynamique démographique

- **Mise en compatibilité avec le SCOT Tarentaise-Vanoise depuis son approbation** : suite au rendu de l'analyse (réalisée par l'APTV et validée par les services de la DDT) de la compatibilité du PLU de Brides-les-Bains et des modifications à lui apporter afin qu'il soit compatible avec le SCOT, deux points sont à préciser. Il s'agit des bâtiments d'exploitations autorisés en zone A d'une part, et de la typologie des lits touristiques d'autre part.

Ceci exposé,

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité ;***

- **AUTORISE** la prescription de la modification simplifiée n°1 du PLU

- **AUTORISE** M. le Maire à lancer une consultation pour recruter un bureau d'études qui sera chargé de ladite modification simplifiée.

Pour extrait conforme,

**Le Maire,**  
**Guillaume BRILAND.**

